

Les efforts de patrimonialisation du passé oriental de la nation au prisme des musées « est- allemands »

Catherine Perron



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/allemande/305>

DOI : 10.4000/allemande.305

ISSN : 2605-7913

Éditeur

Société d'études allemandes

Édition imprimée

Date de publication : 16 décembre 2015

Pagination : 401-422

ISSN : 0035-0974

Référence électronique

Catherine Perron, « Les efforts de patrimonialisation du passé oriental de la nation au prisme des musées « est-allemands » », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* [En ligne], 47-2 | 2015, mis en ligne le 13 décembre 2017, consulté le 23 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/allemande/305> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/allemande.305>

Les efforts de patrimonialisation du passé oriental de la nation au prisme des musées « est-allemands »

■ Catherine Perron*

« Ah, diese erregende Entdeckung, daß dem Gedächtnis zwar eine Rückkehr in die verlorene Stadt gelang, daß die Stadt selbst sich jedoch bei ihrer Wiederbelebung unweigerlich veränderte: ich wurde zum ersten Mal gewahr, daß in jeder angebotenen Vergangenheit ein Teil Erfindung steckt. Gewiß, es war immer noch Lucknow, das wir wiederentstehen ließen, doch es ließ sich nicht übersehen, daß wir die Stadt mit ihrem vergangenen Leben zugleich armer und reicher machten. »

Siegfried LENZ, *Heimatmuseum*⁽¹⁾

Cet article s'intéresse au patrimoine de collection et plus précisément aux musées au sens large, aux objets qu'ils exposent et aux récits qu'ils proposent en tant que témoignages de l'effort de patrimonialisation du passé « allemand » en Europe centrale. Par patrimonialisation du passé « allemand »⁽²⁾, nous comprenons, en nous appuyant sur les travaux de la sociologue Nathalie Heinich, l'opération qui consiste en l'administration des biens culturels hérités de la présence « allemande »⁽³⁾ à l'Est en Europe, mais aussi en l'attribution d'une valeur d'authenticité, voire d'une valeur identificatoire à ces objets⁽⁴⁾. Le choix de concentrer cette étude sur les musées découle de la position dominante de ceux-ci à la fois dans le domaine de la collection, de la préservation et de la gestion du patrimoine, mais aussi dans les réflexions sur la définition de celui-ci

* Chargée de recherche, CERI-Sciences Po.

1 Siegfried LENZ, *Heimatmuseum* (1978), Munich, DTV, 2003, p. 597.

2 Le terme de « patrimoine » / *Patrimonium* est peu utilisé en allemand. Celui de *Kulturerbe* lui est généralement préféré, qui évite la référence au national qui précisément en Allemagne pose problème. Voir les débats dans : *Gibt es ein Patrimonium der Deutschen ?*, Berlin, G+H Verlag, 2008.

3 Par « allemande » nous désignerons aussi bien les populations germanophones des États d'Europe centrale et orientale (*Volksdeutsche*) que les populations citoyennes du *Reich* (*Reichsdeutsche*), sans juger de leur identification nationale.

4 Nathalie HEINICH, *La fabrique du patrimoine. De la cathédrale à la petite cuillère*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2009, p. 259-260.

et, au fait qu'ils ont joué un rôle grandissant dans les dispositifs de conservation des traces de la présence passée « allemande » en Europe centrale⁽⁵⁾. Je considérerai les musées consacrés à ce passé « allemand » à l'Est non seulement comme des objets culturels, « supports d'histoire et de représentations, de mémoires et d'oublis »⁽⁶⁾, mais également comme des objets sociaux et politiques autour desquels gravitent de nombreux acteurs. Ainsi, ces musées, en tant que « d'une part le résultat, d'autre part l'instrument de la politique de l'histoire »⁽⁷⁾, cristallisent des conflits autour de la définition de ce qui doit/peut « faire patrimoine », qu'il s'agira d'examiner.

Je m'intéresserai aux contenus et récits de la présence passée allemande proposés par ces musées, à leur place dans le paysage muséal allemand, à leur évolution, et plus généralement aux justifications fournies quant à la nécessité de patrimonialiser ce passé, autrement dit à ce qu'ils disent de la politique de l'histoire du gouvernement allemand et de la culture mémorielle de différents groupes sociaux, dont en particulier celui des expulsés. L'objectif est de savoir si, malgré la disparition progressive des témoins, le musée (et si oui le quel/sous quelle forme) sera à même de devenir le médium symbolique servant de soutien durable à la mémoire individuelle, indispensable au fonctionnement d'une mémoire culturelle (au sens de Jan Assmann⁽⁸⁾). Sera-t-il en mesure d'unifier le sens conféré à la perte et d'en faire un élément de l'identité culturelle allemande partagée ? Parviendra-t-il à constituer une expérience désincarnée, externalisée et objectivée par la patrimonialisation, pouvant être comprise et appropriée au-delà de la durée de vie des témoins ? Peut-il aider à la fois à surmonter la rupture causée par la perte de lien avec le passé qu'engendre la disparition de la génération des témoins et à façonner l'identité (culturelle) des individus par les identifications qu'il fait naître⁽⁹⁾ ?

Le § 96 de la loi sur les expulsés de 1953 ou la formulation précoce d'une mission de conservation, de sauvegarde et d'entretien du patrimoine culturel des « territoires de l'expulsion » et de sa mémoire

Très tôt, le législateur ouest-allemand s'est soucié de la patrimonialisation de la présence « allemande » à l'Est en Europe. Dès 1953 dans la loi sur les expulsés

5 « Le musée d'histoire est un musée du passé au présent, chargé à chaque instant d'élaborer une nouvelle représentation du "patrimoine" dans la société et de proposer des récits nationaux renouvelés. » Dominique POULOT, « Le musée d'histoire en France : un enjeu d'appropriation (1789-2010) », in : Emmanuel PÉNICAUT, Gennaro TOSCANO, *Lieux de mémoire, musées d'histoire*, Paris, La documentation française, 2012, p. 25 et du même auteur *Musée et muséologie*, Paris, La Découverte, 2009 (nouvelle éd.), p. 25.

6 Frédéric ROUSSEAU, « Introduction. De l'Esclavage à Hiroshima : la muséohistoire des passés douloureux de l'humanité », in : F. ROUSSEAU (dir.), *Les présents des passés douloureux. Musées d'histoire et configurations mémorielles. Essais de Muséohistoire*, Paris, Michel Houdiard, 2012, p. 6.

7 Joachim BAUR, « Museum – Bühne – Arena. Geschichtspolitik und Musealisierung im Zeichen von Globalisierung und gesellschaftlicher Pluralisierung », in : Étienne FRANÇOIS et al. (dir.), *Geschichtspolitik in Europa seit 1989. Deutschland, Frankreich und Polen im internationalen Vergleich*, Göttingen, Wallstein, 2013, p. 452.

8 Jan ASSMANN, *Das kulturelle Gedächtnis, Schrift, Erinnerung und politische Identität in frühen Hochkulturen*, Munich, C.H. Beck, 1992.

9 D'après la définition de la mémoire culturelle que donne Aleida Assmann dans *Der lange Schatten der Vergangenheit. Erinnerungskultur und Geschichtspolitik*, Munich, C.H. Beck, 2007, p. 34.

(*Bundesvertriebenengesetz* ou BVFG) un paragraphe, appelé depuis « paragraphe culturel », assignait cette mission à la Fédération et aux *Länder* en commun. La formule utilisée était la suivante: « La Fédération et les *Länder* ont, suivant les compétences que leur confère la Loi fondamentale, à préserver les biens culturels [*Kulturgut*] des territoires de l'expulsion [*Vertreibungsgebiete*] dans la conscience des expulsés et réfugiés, de l'ensemble de la population allemande (et de l'étranger), à sécuriser archives, musées et bibliothèques, à les compléter et en analyser le contenu (ainsi que de sécuriser et de promouvoir les organismes de création culturelle et de formation) »⁽¹⁰⁾. Sans limitation temporelle, cette mission demeure valable jusqu'à nos jours, le paragraphe n'ayant non seulement pas été aboli, mais étant resté quasi inchangé dans sa formulation au fil des ans.

Si le terme de *Kulturgut*, biens culturels/patrimoine culturel, est assez général, ce qui est frappant est d'une part la décision de conférer une importance explicite à l'entretien de la culture et de l'histoire dès 1953, une époque où les problèmes d'ordre matériel dominaient encore la vie des réfugiés et expulsés, mais surtout le fait que ce patrimoine culturel (*Kulturgut*) soit défini en termes d'origine géographique (ce patrimoine est rapporté aux territoires où il a été produit: les territoires de l'expulsion) et non pas en termes ethno-nationaux (patrimoine culturel des expulsés ou patrimoine culturel allemand)⁽¹¹⁾. Cette formulation introduit une tension majeure entre la vision qui était celle des pères de la loi dans les années 1950⁽¹²⁾, à savoir de financer et entretenir la culture de « l'Est allemand » (*des « deutschen Ostens »*)⁽¹³⁾ dans un but révisionniste⁽¹⁴⁾ (maintenir vivaces les revendications territoriales et préparer le retour des populations allemandes sur ces territoires ou au moins nourrir les revendications de dédommagements⁽¹⁵⁾), qui s'est maintenue jusqu'à nos jours dans de nombreuses organisations d'expulsés, et celle qui n'assignerait pas – dans la plus pure tradition *völkisch* – un territoire à une nation en vertu de la contribution de celle-ci à sa mise en valeur, mais qui voit dans ces territoires des paysages culturels (*Kulturlandschaften*), auxquels ont pu contribuer différentes nationalités ayant donné naissance à un patrimoine commun

10 Les passages entre parenthèses ont été rajoutés à la loi en 1957.

11 Sabine DERES, « Widerborstig und Einzigartig. 60 Jahre Kulturförderung nach § 96 Bundesvertriebenengesetz », *Blickwechsel, Journal für deutsche Kultur und Geschichte im östlichen Europa*, 1 (2013), p. 44; Michael PARAK, « Von der Kultur der Vertreibungsgebiete zur allgemeinen Kulturpolitik. Die Kulturförderung nach § 96 Bundesvertriebenengesetz », in: Ronald LAMBRECHT, Ulf MORGENSTERN (dir.), *Kräftig vorangetriebene Detailforschungen. Aufsätze für Ulrich von Hehl zum 65. Geburtstag*, Berlin/Leipzig, Kirchhof & Franke, 2012, p. 425.

12 Selon l'historienne Karin Pohl, l'introduction du paragraphe 96 dans la loi sur les réfugiés et expulsés serait due au lobbying des représentants des expulsés (en particulier à Theodor Oberländer, à cette époque secrétaire d'État aux Questions des réfugiés du Land de Bavière) par la voie du *Block der Heimatvertriebenen und Entrechteten* (BHE), cf. Karin POHL, *Zwischen Integration und Isolation: zur kulturellen Dimension der Vertriebenenpolitik in Bayern (1945-1975)*, Munich, Iudicium, 2009, p. 331-332.

13 Nous reviendrons sur l'usage problématique de cette expression plus bas dans le texte (note 32).

14 Cf. Cornelia EISLER, *Verwaltete Erinnerung – symbolische Politik. Die Heimatsammlungen der deutschen Flüchtlinge, Vertriebenen und Aussiedler*, Munich, De Gruyter/Oldenbourg, 2015, p. 244-246, ou bien K. POHL, *Zwischen Integration und Isolation* (note 12), p. 325.

15 Cf. Eva HAHN, Hans Henning HAHN, *Die Vertreibung im deutschen Erinnern. Legenden, Mythos, Geschichte*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2010, p. 442.

(*gemeinsames Kulturerbe*). Ce à quoi vient s'ajouter une troisième version, qui se fait jour par l'introduction du terme de « l'étranger » en 1957, entre un usage de cette politique culturelle à des fins de remise en question de l'ordre européen existant (notamment par le biais de la contestation des frontières orientales de l'Allemagne et de la revendication d'un *Heimatrecht*⁽¹⁶⁾) ou bien à des fins de coopération transfrontalière et de projets de bon voisinage.

Étant donné l'absence en RFA de ministère fédéral de la Culture – cette dernière étant un des domaines réservés des *Länder* — après la dissolution du ministère pour les Réfugiés en 1969 et jusqu'à l'instauration d'un délégué du gouvernement fédéral à la Culture et aux Médias (*Bundesbeauftragter für Kultur und Medien*) en 1998, c'est au ministère de l'Intérieur qu'est principalement revenue la charge de veiller à la mise en œuvre de ce paragraphe.

Ainsi le paragraphe 96 est au fondement des efforts de patrimonialisation qui ont donné naissance au paysage muséal consacré à la présence passée « allemande » en Europe centrale actuelle. Celui-ci se compose aujourd'hui essentiellement de deux types de musées : à savoir les « petites » collections d'histoire locale du type des *Heimat-museen*⁽¹⁷⁾ – consacrées à des espaces restreints, un village, une ville, une région⁽¹⁸⁾, dont les responsables sont en général des individus, des associations locales, des communes ; et des institutions plus importantes de par leur surface d'exposition, leurs collections, leurs moyens financiers, personnels et promotionnels consacrés à des ensembles territoriaux plus vastes, financés conjointement par la Fédération et un *Land* (voire une ville) au titre du paragraphe 96 de la loi de 1953. La distinction entre les uns et les autres relève d'une évolution incrémentale que nous nous proposons d'analyser (la place du passé oriental de l'Allemagne dans les grands musées nationaux comme le *Germanisches Museum* de Nuremberg, le *Museum europäischer Kulturen* de Berlin, le *Deutsches Historisches Museum* de Berlin ou la *Haus der Geschichte der Bundesrepublik* de Bonn ne seront pas traités ici bien qu'ils constituent un aspect intéressant à étudier).

Qu'est-ce qui fait patrimoine ? Qui fait patrimoine ?

Longtemps, le monopole de la représentation de cette présence passée allemande à l'Est en Europe a échu aux centaines de *Heimatmuseen* disséminés sur le territoire de l'ancienne République fédérale. Fondés en réaction à la perte par des amateurs, à une époque où la mémoire des territoires perdus et des migrations forcées était encore très

16 *Heimatrecht* est un terme difficile à traduire, puisqu'il signifie le droit à avoir une terre natale et à vivre là où l'on se sent chez soi et où l'on est inséré dans un réseau de relations sociales, mais aussi de manière beaucoup moins innocente une forme de « droit au retour » avec tout ce que cela peut impliquer comme revendications matérielles de type restitutions, voire de revendications territoriales liées à la tradition *völkisch* qui lie mise en valeur du sol et possession nationale. Cf. HAHN/HAHN, *ibid.*, p. 430 ; HANNs STARK, *Politique étrangère*, 56/4 (1991), p. 859.

17 Les termes de *Heimatstuben*, ou *Heimatsammlungen* sont également fréquemment utilisés pour qualifier ces collections.

18 Comme par exemple au hasard le *Haus Hansestadt Danzig* à Lübeck, ou bien la *Krummauer Heimatstube* à Esslingen, ou encore le *Heimatmuseum Nordböhmisches Niederland* à Böblingen, voire le *Ermlandhaus* à Münster. Une liste complète se trouve sur le site de www.bkge.de/heimatsammlungen/49238.html qui recense l'ensemble des *Heimatsammlungen* consacrées à des villages, villes, régions d'où des populations de langue allemande furent expulsées.

présente et différenciée⁽¹⁹⁾, les *Heimattuseen* devinrent au fil du temps l'expression d'un groupe social minoritaire dont la mémoire était progressivement marginalisée par une historiographie dominante, territorialement centrée sur la RFA voire sur la RDA, et dans laquelle ils craignaient de ne plus voir figurer ni leur passé ni leur expérience⁽²⁰⁾. À cet égard l'exposition permanente du *Haus der Geschichte der BRD* à Bonn est parlante. La visite commence par la fin de la Seconde Guerre mondiale. Et si « la fuite et l'expulsion » et la division de l'Allemagne entre RFA et RDA sont thématiques, les questions identitaires tout comme celle des frontières et des pertes territoriales sont totalement éludées.

« La conception régionale et décentralisée du patrimoine culturel » allemand des *Heimattuseen* ainsi que leur mode d'organisation, l'amateurisme de leurs fondateurs, l'aspect disparate des collections (peu systématisées et fréquemment non temporalisées et très axées sur l'histoire du quotidien), et la relation symbiotique qui unissait collection et collectionneur⁽²¹⁾ les rapprochaient des autres *Heimattuseen* allemands, un phénomène dont l'origine se situe dans les années 1920, et qui a connu une renaissance à la fin des années 1970 dans l'ensemble de la RFA⁽²²⁾.

En tant que variante du *Heimattuseum*, ils ont pourtant quelques traits distinctifs : outre leur (re)fondation⁽²³⁾ précoce, dès les années 1950, leur rapport au passé et au territoire les distingue de leurs équivalents fédéraux : l'exterritorialité (ils ne sont pas situés sur les lieux dont ils retracent l'histoire et (re)présentent la culture), la dispersion (il existe par exemple des *Heimattuseen* silésiens du nord au sud et de l'est à l'ouest de l'Allemagne) et la perte (les liens avec ces lieux ont été brutalement interrompus et longtemps difficile, voire impossible à renouer).

À l'image des autres *Heimattuseen*, ils remplissent cependant une fonction de mémoire locale couplée à une fonction sociale « celle de restituer une proximité spatiale et sociale »⁽²⁴⁾, un sentiment d'appartenance commun, d'identité et de continuité. En effet, comme l'affirme l'historien Matthias Beer en intégrant « l'individu dans un contexte géographique, historique et culturel, il[s] transmet[ent] un sentiment de sécurité [*Geborgenheit*] »⁽²⁵⁾. Et ce, non pas comme des musées d'histoire locale ouest-allemands en réaction à l'anonymat des grandes villes ou aux pratiques de la haute culture, mais en réaction à l'anonymat de la nouvelle patrie/*Heimat* et aux difficultés

19 Christian LOTZ, *Die Deutung des Verlusts, Erinnerungspolitische Kontroversen im geteilten Deutschland um Flucht, Vertreibung und die Ostgebiete (1948-1972)*, Cologne/Weimar/Vienne, Böhlau, 2007, chap. II, p. 58-126.

20 Manuela SCHÜTZE, « Zur musealen Aneignung verlorener Heimat in ostdeutschen Heimatstuben », in : Kurt DRÖGE (dir.), *Alltagskulturen zwischen Erinnerung und Geschichten*, Munich, Oldenbourg, 1995, p. 96.

21 Matthias BEER, « Heimatmuseum – eine Bestandsaufnahme », in : *Heimat – Annäherungsversuche*, Stuttgart, Haus der Heimat des Landes Baden-Württemberg, 2007, p. 58.

22 Véronique CHARLETTY, *Itinéraire d'un musée, le Heimatmuseum*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 20 et 21 ; M. BEER, « Heimatmuseum » (note 21), p. 58.

23 Nombreux sont ceux qui se situent dans la continuité au moins idéelle voire matérielle des *Heimatsammlungen* ayant existé à l'Est avant la Seconde Guerre mondiale.

24 V. CHARLETTY, *Itinéraire d'un musée* (note 22), p. 20.

25 M. BEER, « Heimatmuseum » (note 21), p. 60.

d'intégration. Siegfried Lenz dans son roman *Heimatmuseum* désormais canonique, décrit cette réaction sentimentale à la perte par la tentative de sauver tout ce qui peut l'être avec beaucoup de finesse (cf. extrait mis en exergue). Cependant, cet effort pour recréer sa *Heimat* se fait bien souvent de manière idéalisée par la création d'un « espace atemporel, que rien ne vient troubler, intime, sans Slaves, sans Juifs et sans Nazis »⁽²⁶⁾.

Une vision « *völkisch* » de la nation

Les collections de ces « *ostdeutsche* » *Heimatmuseen* sont très dissemblables. Leur taille diffère, la valeur muséologique des objets tout comme l'accent placé varient également. Parmi ces objets généralement très axés sur le monde rural, on trouve des petits fonds d'ouvrages liés aux territoires d'origine, des documents, des archives, des manuscrits et brochures, des photographies, des outils utilisés dans l'artisanat ou dans l'agriculture, des costumes traditionnels, des objets du quotidien, etc.⁽²⁷⁾. Étant donné l'ampleur de la destruction, tout ce qui a pu être sauvé d'un passé englouti et qui est enraciné dans l'histoire locale est susceptible de faire patrimoine. Ainsi par exemple, ce responsable de la *Heimatstube* du *Kreis Königsberg* qui explique en 1983 : « Au cours de la visite de la pièce consacrée à la Prusse orientale [...] on trouve des documents, des images, des souvenirs de nature très différente et d'une valeur plus ou moins grande. Mais de toutes ces choses, il faut dire qu'elles possèdent une valeur mémorielle très importante et que de ce fait elles sont irremplaçables »⁽²⁸⁾. Les collectionneurs sont en effet peu regardants quant à l'intérêt muséal, voire scientifique, historique, patrimonial ou quant aux qualités esthétiques des objets collectés, l'origine étant dans la plupart des cas le critère décisif⁽²⁹⁾.

Les *Heimatsammlungen* est-allemandes se caractérisent également par leur ancrage dans une vision très XIX^e siècle du musée d'histoire locale. Les continuités avec la période d'avant-guerre sont fortes. Tout d'abord du point de vue personnel : ces efforts de muséalisation sont généralement le fait d'ethnographes amateurs ou non, enseignants, professeurs d'histoire déjà engagés dans l'exploration de l'histoire locale/régionale avant la Seconde Guerre mondiale. Le personnage de Zygmunt Rogalla – dans le roman de Siegfried Lenz – en est une excellente illustration. Ensuite, du point de vue idéal, ces musées s'inscrivent dans la lignée des thèses développées par August Sauer et Josef Nadler au tournant du XX^e siècle, qui, comme l'explique l'historien Tobias Weger dans un article sur l'image de la Silésie en Allemagne, partaient du principe que le peuple allemand était divisé en différentes tribus (*Stämme*)

26 Selon la formule d'Andrew DEMSHUK, « 'Heimaturlauber'. Westdeutsche Reiseerlebnisse im polnischen Schlesien vor 1970 », *Zeitschrift für Ostmitteleuropaforschung*, 60/1 (2011), p. 80, cité dans Tobias WEGER, « Zum Schlesienbild Deutschlands », in : Anna MAŃKO-MATYSIAK, Eef OVERGAAUW, Tobias WEGER (dir.), *Das deutsche Kulturerbe in Schlesien. Fragen und Perspektiven*, Munich, Oldenbourg, 2014, p. 23.

27 M. SCHÜTZE, « Zur musealen Aneignung » (note 20), p. 100-110.

28 *Jahrbuch für ostdeutsche Volkskunde*, 56/2 (1983), p. 351. Cette revue d'ethnologie a entrepris à partir de son vol. 56/2 une présentation de tout un ensemble de « *Ostdeutsche Heimatmuseen* ». La première série est consacrée à des *Heimatstuben* de Prusse orientale et occidentale.

29 Voir C. EISLER, *Verwaltete Erinnerung* (note 14), p. 108.

et de ce fait prônaient le fait « de prendre en considération non plus des territoires historiques, mais des entités ethnographiques »⁽³⁰⁾. L'objet d'étude n'était donc plus « la région de Silésie dans ses frontières historiques, mais la "tribu silésienne" (*der "schlesische Stamm"*) dont les aires de peuplement allaient loin au-delà de la Silésie historique »⁽³¹⁾.

L'effet est volontairement homogénéisant, la frontière avec l'autre imperméable et des visées hégémoniques sous-entendues. Comme l'analyse Beate Wild pour le cas des Saxons de Transylvanie : « l'identité formellement construite et orientée vers le passé était centrée sur la conscience de la spécificité des Saxons et de leurs droits acquis au cours de l'histoire [...], avec les "performances" [*Leistungen*] historiques et culturelles, un terme qui se retrouve jusqu'à nos jours dans de nombreux traités. Et tout cela s'opérait en excluant et par opposition aux autres ethnies »⁽³²⁾. Il découle de cette pratique une définition strictement ethnocentrée et sélective du patrimoine qui donne à voir la manière dont le § 96 est interprété et qui reflète l'attitude plus générale des expulsés. Elle fait écho au folklorisme politique qui imprègne fréquemment leurs traditions et leurs manifestations. Et elle reflète le discours gouvernemental des années 1950. Les termes employés dans les documents officiels fédéraux, tels que les rapports et les programmes d'action présentés tous les deux ans par le gouvernement au *Bundestag* en sont une bonne illustration. Jusqu'en 1990, il y est question de « *ostdeutsche Kulturarbeit* », « *ostdeutsche Kultur* », « *große Kulturlandschaften des deutschen Ostens* », « *kulturelles Erbe der ostdeutschen Kulturlandschaften* », « *ostdeutsche Kulturgeschichte* » ou plus simplement de « *deutscher Osten* »⁽³³⁾, autant d'expressions qui d'une part procèdent à une réification de « l'Est allemand » posant comme donné le caractère « allemand » de ces territoires et des manifestations culturelles qui s'y sont développées, qui d'autre part véhiculent une vision floue, globalisante et uniformisante de ces espaces, suggérant une forme de compactitude de la présence allemande à l'Est, et qui pour finir ne prennent en considération ni la diversité des statuts politiques et des trajectoires historiques des territoires visés ni celle des populations de langue allemande qui y vivaient⁽³⁴⁾.

À l'image de ces discours, les musées d'histoire locale ont avant tout pour fonction de maintenir la fiction d'une unité culturelle allemande par-delà les divisions de la nation entre RFA et RDA, la perte de territoires à l'Est et « la fuite et l'expulsion » des aires de peuplement allemand à des fins allant de la non-reconnaissance de la RDA au

30 T. WEGER, « Zum Schlesienbild Deutschlands » (note 26), p. 18.

31 *Ibid.*, p. 18.

32 Beate WILD, « Ein Museum für jeden oder jedem sein Museum? Zur Zielgruppenproblematik eines "ostdeutschen" Museums », in : Henrike HAMPE (dir.), *Migration und Museum, Neue Ansätze in der Museumspraxis*, Münster, LIT, 2005, p. 122.

33 Par exemple : Deutscher Bundestag, *Bericht der Bundesregierung über ihre Maßnahmen zur Förderung der ostdeutschen Kulturarbeit gemäß § 96 BVFG in den Jahren 1979 und 1980*, Drucksache 9/1589, du 22.04.1982.

34 Pour une déconstruction de ces catégories et une analyse précise de l'usage de ces termes, voir Eva HAHN, Hans Henning HAHN, « Der 'deutsche Osten' – Mythos? Realität? Verlorenes Traumland? », in : Izabela SURYNT, Marek ZYBURA (dir.), *Narrative des Nationalen. Deutsche und polnische Nationsdiskurse im 19. und 20. Jahrhundert*, Osnabrück, fibre Verlag, 2010, p. 379-396.

révisionnisme des frontières orientales. Comme l'affirme C. Eisler dans son histoire des *Heimtmuseen* est-allemands, collectionner des objets encore utilisés récemment servait à faire valoir des droits politiques voire historiques sur les territoires de l'expulsion, puisque l'histoire même de ces objets fournissait la preuve de la « germanité » de ces territoires⁽³⁵⁾.

S'il est difficile de retracer avec précision le financement passablement complexe des *Heimtmuseen* est-allemands, les sources étant très variées, il est toutefois certain qu'une source de financement non négligeable – en particulier pour le personnel en charge des musées – provenait des fonds versés aux associations d'expulsés par le ministère de l'Intérieur au titre du § 96 de la loi de 1953⁽³⁶⁾. Le ministère n'exigeait toutefois aucun droit de regard sur les collections et les activités des musées. Celles-ci demeuraient la chose de leurs fondateurs (autrement dit des expulsés et de leurs associations). Tous les rapports du gouvernement fédéral prennent d'ailleurs soin de rappeler que le § 96 n'est pas au fondement d'une politique culturelle étatique, mais que ces financements représentent une aide à s'aider soi-même⁽³⁷⁾. Si dans les années 1950 et 1960 ces efforts de patrimonialisation sont en accord avec la politique de la nation (*Deutschlandpolitik*) de la RFA⁽³⁸⁾, au plus tard à partir des années 1970 et l'avènement de la *Ostpolitik* de Willy Brandt, du fait de leur parti pris révisionniste, ils se retrouvent en porte-à-faux par rapport à la politique gouvernementale, ce qui contribue à leur isolement. En effet, le réalisme politique impose alors au nouveau gouvernement d'accepter la perte des territoires à l'Est et la ligne Oder-Neiße comme nouvelle frontière orientale. Pour une majorité de citoyens de RFA, il s'agit là du prix à payer pour les crimes de l'Allemagne nazie et une manière d'accroître les chances de rapprochement avec la RDA⁽³⁹⁾.

D'un point de vue mémoriel, le début des années 1970 marque en outre la fin de la politique d'« autovictimisation » qui tendait à placer sur un même plan les victimes allemandes et juives de la Seconde Guerre mondiale et la reconnaissance d'un statut particulier aux victimes de la Shoah⁽⁴⁰⁾. Or ce tournant des années 1970 est à l'origine du mythe tenace selon lequel un tabou politique pèserait sur la mémoire de « la fuite et l'expulsion » en RFA⁽⁴¹⁾. Si effectivement le silence se fit partiellement autour de ce thème dans les années 1970 et plus tard, c'est que les lectures du passé clamées haut et fort par les associations d'expulsés entraient en forte dissonance avec les évolutions de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale et l'avènement d'une « culture

35 C. EISLER, *Verwaltete Erinnerung* (note 14), p. 108.

36 *Ibid.*, p. 262-271.

37 M. PARAK, « Von der Kultur der Vertreibungsgebiete zur allgemeinen Kulturpolitik » (note 11), p. 425.

38 Sur la question de la position d'Adenauer sur les territoires perdus à l'Est, voir Axel FROHN, « Adenauer und die deutschen Ostgebiete in den fünfziger Jahren », *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, 44/4, octobre 1996, p. 485-525.

39 Timothy Garton ASH, *Im Namen Europas, Deutschland und der geteilte Kontinent*, Munich/Vienne, Carl Hanser Verlag, 1993, p. 331.

40 Constantin GOSCHLER, « 'Versöhnung' und 'Viktimisierung'. Die Vertriebenen und der deutsche Opferdiskurs », in : Jürgen DANYEL, Philippe THER (dir.), « Nach der Vertreibung? Geschichte und Gegenwart einer kontroversen Erinnerung », *Zeitschrift für Geschichte und Wissenschaft*, 10 (2005), p. 873-884.

41 *Ibid.*, p. 878.

mémorielle » de la Shoah en RFA⁽⁴²⁾ et certainement pas du fait d'une volonté politique d'en faire un tabou.

La crise du lien identificatoire ou comment passer d'une mémoire communicative à une « mémoire culturelle » ?

À cette isolation politique s'ajoutent dès la fin des années 1970 trois défis liés au vieillissement et à la disparition programmée de la génération témoin : premièrement l'ameusement du personnel qui gère les *Heimattmuseen* – souvent de manière bénévole –, deuxièmement la disparition des individus en mesure de transmettre le lien identitaire, le sens des traditions et les récits accompagnant les objets exposés et troisièmement la disparition d'un public acquis intellectuellement et émotionnellement à la culture de ces régions. Cette crise programmée oblige le gouvernement à (ré)interroger le mode de patrimonialisation du passé allemand opéré jusque-là par les *Heimattmuseen*.

En effet, comme le fait remarquer le spécialiste de l'histoire des collections et des musées qu'est Krzysztof Pomian, la transmission du patrimoine culturel est fondée – à l'exception de l'école – sur ce que les individus sont prêts à assimiler de leur plein gré et sur un choix (susceptible d'évoluer) des éléments qui les intéressent⁽⁴³⁾. Or, dans le cas étudié, le lien identificatoire s'est tellement atténué qu'à partir des années 1980, les descendants des expulsés, qui se sont très largement intégrés en RFA et ont profité des nombreuses autres offres d'identification de la société ouest-allemande, ne sont plus en mesure d'investir les objets de signification. Ces derniers cessent par conséquent d'être des sémiophores au sens entendu par Pomian⁽⁴⁴⁾. « Les originaux font un effet terriblement banal aux visiteurs qui ne partagent pas l'expérience de l'expulsion – et de fait, leur pleine signification ne peut être saisie qu'à travers la connaissance de l'histoire qui leur est propre, par le lien invisible des émotions qui lie le ou la propriétaire et l'objet exposé »⁽⁴⁵⁾. L'aspect amateur de ces collections et l'indigence des pièces exposées rendent d'autant plus difficile l'usage de ces objets sur le long terme comme médium symbolique porteur de mémoire culturelle, car avec la disparition des générations qui ont fondé les musées, le savoir lié à l'histoire des pièces – généralement peu ou mal documenté – disparaît également.

Ce patrimoine (est-allemand) perd ainsi peu à peu sa fonction. Celle-ci était intrinsèquement liée à un usage bien particulier : rappeler les lieux et régions d'origine, les histoires de vie, témoigner de l'identité et de la conscience individuelle de soi. Or au fil du temps, elle s'est peu à peu pétrifiée pour ne plus relever que de la démonstration théâtrale (identitaire et sentimentale) et finir par ne plus faire l'objet que du folklorisme politique ou d'un « culte du souvenir »⁽⁴⁶⁾. L'usage du costume traditionnel

42 Aleida ASSMANN, *Das neue Unbehagen an der Erinnerungskultur, Eine Intervention*, Munich, C.H. Beck, p. 69.

43 Krzysztof POMIAN, « Patrimoine et identité nationale », *Le Débat*, 159/2 (2010), p. 49.

44 *Ibid.*

45 Beate HERGET, Berit PLEITNER, « Heimat im Museum? Statt einer Einleitung », in : *ID.* (dir.), *Heimat im Museum, Museale Konzeption zu Heimat und Erinnerungskultur in Deutschland und in Polen*, Munich, Martin Meidenbauer Verlagsbuchhandlung, 2008, p. 21-22.

46 Karasek, cité par H. BAUSINGER, *Volkskunde ou l'ethnologie allemande. De la recherche sur l'antiquité à l'analyse culturelle* (1971) (trad. Dominique Lassaigue, Pascale Godemir), Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1993, p. 163.

(*Tracht*) dans les *Heimatmuseen* et lors des grandes manifestations de réfugiés (*Tage der Heimat*) illustre cette évolution et confirme de surcroît le constat de l'ethnologue Hermann Bausinger selon lequel « il n'est pas rare que la défense affichée des traditions anciennes vienne appuyer un conservatisme politique très obtus »⁽⁴⁷⁾. En effet, les collections des *Heimatmuseen* renvoient à une perspective qui est exclusivement celle de victimes. Elles se concentrent uniquement sur le passé allemand de régions européennes (alors que) d'autres groupes ethniques sont marginalisés ou totalement ignorés – d'une manière historiquement totalement erronée⁽⁴⁸⁾.

Le problème de la patrimonialisation des collections des *Heimatmuseen* ou la place de la mémoire dans les musées d'histoire

Dans les années 1980, ces *Heimatmuseen* fondés dans les années 1950 et 1960 arrivent donc à un tournant de leur histoire. Au-delà du pittoresque des récits, des souvenirs d'enfance et de l'allégeance sentimentale à la terre natale, la question se pose alors de la valeur et de la fonction patrimoniale⁽⁴⁹⁾ de leurs collections dans une Allemagne toujours divisée. La majorité des Allemands de l'Ouest s'interroge en vertu de quoi ces objets normalement promis à la disparition sont transformés en reliques dont le caractère sacré impose qu'elles soient conservées⁽⁵⁰⁾. En quoi les objets rassemblés dans les musées d'histoire locale consacrés à des lieux situés de l'autre côté du rideau de fer, dans des États où ne résident quasiment plus de populations allemandes constituent-ils un bien commun ? Y a-t-il pérennité de leur valeur (authenticité, ancienneté, significativité, beauté) pour reprendre les critères énoncés par la sociologue N. Heinich dans son étude sur *La fabrique du patrimoine*⁽⁵¹⁾ ? Le gouvernement, dans sa mise en œuvre du § 96, se voit confronté à la question de savoir comment faire sens avec des collections très incomplètes et des fragments de patrimoine dispersés entre des centaines de sites en RFA ? En quoi l'histoire de ces régions, telle qu'elle est narrée dans ces « *ostdeutsche Heimatmuseen* », concerne-t-elle l'ensemble de la population de RFA, jeunes générations y compris ? Y a-t-il des éléments de cette histoire qui méritent encore d'être transmis, voire intégrés au récit national allemand ? Ou bien doit-on considérer comme Utz Jeggele que ces

47 H. BAUSINGER, *ibid.*, p. 177.

48 Mathias BEER, Elisabeth FENDL, Henrike HAMPE, « Heimatsammlungen von Flüchtlingen und Vertriebenen in Baden-Württemberg », in: *Gerettet – gesammelt – gesichert. Heimatsammlungen von Vertriebenen und Flüchtlingen in Baden-Württemberg*, Stuttgart, Haus der Heimat des Landes Baden-Württemberg, 2012, p. 12 et 13.

49 Pour reprendre l'expression de N. HEINICH, *La fabrique du patrimoine* (note 4), p. 257-258 : « Dans cette perspective, le patrimoine devient l'état dans lequel se trouvent plongés les objets lorsqu'ils sont soumis à certains types d'opérations, gestuelles, scripturales, cognitives, sémantiques, juridiques, financières, etc. [...] il apparaît alors que la fonction patrimoniale consiste en un traitement conservatoire appliqué à des objets satisfaisant une double hypothèse : premièrement, l'hypothèse de leur communauté d'appartenance en tant qu'ils constituent un bien commun [...] et deuxièmement, l'hypothèse de la pérennité de leur valeur. Cette valeur pérenne est elle-même constituée de quatre valeurs ou principes axiologiques : l'authenticité (registre purificateur), l'ancienneté (registre domestique), la significativité (registre herméneutique), et la beauté (registre esthétique) [...] »

50 *Ibid.*, p. 258.

51 *Ibid.*, p. 257-258.

Heimatismuseen sont des « entrepôts temporels pour des “reliques culturelles” »⁽⁵²⁾ et ne voir en eux qu'un phénomène transitoire ?

L'ère Kohl: un soutien ciblé à quelques grandes institutions et une mission renouvelée

Le second type d'institution muséale – les *Landesmuseen* § 96 – est apparu entre la fin des années 1980 et le milieu des années 2000 en réaction à cette crise. Ces musées sont le produit de deux tournants dans la politique gouvernementale relative à l'interprétation de la mission du § 96 BVFG, dont témoignent les rapports publiés en 1982 sous le gouvernement Kohl⁽⁵³⁾ et en 2000 sous le gouvernement Schröder⁽⁵⁴⁾. Ceux-ci ont été à l'origine d'une redéfinition de ce qu'il convenait de « mettre en patrimoine » selon les autorités allemandes.

L'objectif que poursuit le gouvernement Kohl à travers la *Grundsatzkonzeption* de 1982 est de réaffirmer l'appartenance symbolique de ces biens culturels produits à l'est de la frontière Oder-Neiße à l'ensemble de la communauté nationale⁽⁵⁵⁾. Il s'agit de favoriser l'émergence de musées de taille significative dédiés à chaque « région culturelle est-allemande d'importance » (« *große ostdeutsche Kulturregion* »)⁽⁵⁶⁾, des institutions qui seraient en mesure de remplir les missions traditionnelles du musée – à savoir non seulement la collecte, mais aussi l'inventaire, l'étude, l'exposition, la conservation et la restauration des objets. Mais plus encore, il s'agit de mettre en œuvre une pédagogie active en direction de l'ensemble des Allemands⁽⁵⁷⁾, afin de leur apprendre à déchiffrer ce patrimoine, d'en expliciter l'importance pour la culture nationale dans un effort de réactualisation du savoir autour du passé oriental de la nation. Or cette institutionnalisation des musées a de multiples effets sur les collections et leur présentation. En effet, à ces nouveaux musées est désormais attribuée la fonction d'entrepôts de la mémoire culturelle (*Gedächtnisspeicher*) au sens d'Assmann, ce qui suppose d'une part une mission de collecte à la fois plus exhaustive que celle des *Heimatismuseen* et d'autre part que les biens collectés représentent une expérience dématérialisée et temporellement non limitée et d'une valeur pérenne susceptible d'être empliée de sens et assimilée par les générations qui n'ont plus d'expérience directe de la chose⁽⁵⁸⁾. L'hor-

52 Utz JEGGLE, « Kaldaunen und Elche », in: Dierk HOFMANN, *Vertriebene in Deutschland*, Munich, 2000, p. 406, cité par C. EISLER, *Verwaltete Erinnerung* (note 14), p. 28.

53 Deutscher Bundestag, *Grundsatzkonzeption zur Weiterführung der Ostdeutschen Kulturarbeit*, Drucksache 9/1589, 22.04.1982.

54 Deutscher Bundestag, *Konzeption zur Erforschung und Präsentation deutscher Kultur und Geschichte im östlichen Europa*, Drucksache 14/4586, 26.10.2000.

55 Deutscher Bundestag, *Entwurf der Grundsatzkonzeption zur Weiterführung der ostdeutschen Kulturarbeit*, Drucksache 8/3563, 17.01.1980.

56 Terme utilisé dans la présentation de ce projet faite par le conseiller ministériel Sieghardt von KÖCKRITZ, dans « Ostdeutsche Kulturarbeit unter besonderer Berücksichtigung der ostdeutschen Landesmuseen », *Museumskunde*, 51/1 (1986), p. 78 et la *Grundsatzkonzeption zur Weiterführung der Ostdeutschen Kulturarbeit*, 1982, p. 21 sans plus de spécification.

57 Deutscher Bundestag, *Grundsatzkonzeption zur Weiterführung der ostdeutschen Kulturarbeit* (note 53), p. 20 sq.

58 A. ASSMANN, *Der Lange Schatten der Vergangenheit* (note 9), p. 34.

zon temporel qui est assigné aux *ostdeutsche Landesmuseen* est bien plus vaste que celui des *Heimattmuseen*.

Si le ministère de l'Intérieur⁽⁵⁹⁾ prend l'initiative de la création de ces musées, il n'est au départ pas question de fonder ceux-ci *ex nihilo*⁽⁶⁰⁾. Dans un premier temps, les *ostdeutsche Landesmuseen*⁽⁶¹⁾ sont le produit de la transformation des *Heimattmuseen* les plus significatifs : le *Ostpreussisches Museum* à Lüneburg, le *West-Preussisches Museum* à Münster et le *Siebenbürgisch-Sächsisches Museum* à Gundelsheim. Si d'autres sont créés *ex nihilo* à l'image du *Donauschwäbisches Zentralmuseum* à Ulm inauguré en 2000, du *Pommersches Landesmuseum* de Greifswald inauguré en 2005, du *Schlesisches Museum zu Görlitz* inauguré en 2006 (et du musée consacré aux Sudètes en préparation à Munich), ceci est dû d'une part à l'unification allemande à la suite de laquelle un effort de répartition géographique des institutions est effectué, d'autre part à l'absence d'institution susceptible de servir de fondement au nouveau type de musées ou au refus de ces dernières de se transformer.

En effet, cette évolution vers un autre type de musées que les *Heimattmuseen* ne va pas sans heurts⁽⁶²⁾. Plusieurs visions s'affrontent autour de la valeur historique et culturelle à accorder aux *Heimattmuseen* et de la nécessité ou non de les transformer. Dans la première, celle principalement des experts culturels, centrée sur la valeur patrimoniale des objets pris individuellement, seules quelques rares pièces mériteraient d'être conservées du fait de leur ancienneté, authenticité, rareté, leurs qualités artistiques ou leur significativité⁽⁶³⁾. Du point de vue des expulsés et de leurs associations au contraire, c'est la valeur mémorielle, voire symbolique et identitaire des musées – qui tous mériteraient d'être financés et conservés en l'état –, qui est mise en avant. La dernière vision perçoit en ces *Heimattmuseen* des témoignages historiques non pas de « la fuite et l'expulsion », ni de la *Heimat* perdue, mais d'un épisode historique de la jeune RFA, à savoir l'expérience de l'intégration des expulsés et de leur culture mémorielle, et considère qu'à ce titre quelques spécimens représentatifs des *Heimatsammlungen* ont leur place dans des musées historiques consacrés à la RFA⁽⁶⁴⁾.

Des batailles se déploient entre associations d'expulsés, personnel des musées et responsables ministériels autour de la mission du § 96 et de la refondation muséale. L'ethnologue Beate Wild, elle-même engagée dans ces débats en tant que conservatrice au *Siebenbürgisches Museum*, en charge de concevoir une nouvelle exposition

59 Rappelons que ce ministère est en charge de la mise en œuvre du § 96.

60 Cf. les propos du conseiller ministériel von KÖCKRITZ, « Ostdeutsche Kulturarbeit » (note 56), p. 76.

61 Il s'agit là du terme généralement utilisé pour les qualifier.

62 B. WILD dans son article « Ein Museum für jeden » (note 32) montre bien, à partir des inscriptions dans le livre d'or des visiteurs du musée, les débats parfois violents autour du renouvellement de l'exposition du *Siebenbürgisches Museum*. Des débats similaires sont évoqués par les directeurs des musées de Görlitz et d'Ulm. Cf. Christian GLASS [directeur du musée d'Ulm], « Räume – Zeiten – Menschen. Konzeption und Praxisbericht eines neuen 'ost-deutschen' Museums », *Jahrbuch für deutsche und osteuropäische Volkskunde*, 43 (2000), p. 154-155 et Notes d'entretien de l'auteur.

63 N. HEINICH, *La fabrique du patrimoine* (note 4), p. 12.

64 Selon le directeur du *Pommersches Landesmuseum*, la troisième et dernière partie du musée qui est en cours d'élaboration, contiendrait un tel exemple de *Heimattmuseum*. Celui-ci servirait de témoignage quant à l'histoire de l'intégration des expulsés en RFA et de la culture mémorielle de ces derniers. Notes d'entretien.

permanente pour ce musée (qui devient *Landesmuseum* au début des années 1990) et confrontée à une levée de boucliers des expulsés et de leurs associations face à sa tentative de transformer « leur » musée, met en garde : « un musée doit être davantage qu'un lieu de stockage de choses qui – détachées de leur contexte d'usage – compensent la perte de la réalité [...] Rapidement, cette station de stockage deviendrait un cimetière de choses, et l'institution elle-même le croque-mort. Le caractère définitif de la perte culturelle en serait institutionnellement renforcé ». Contre le musée comme cimetière, elle plaide pour un musée dynamique, orienté vers l'avenir, « qui tourne le dos à la plainte souvent étouffante sur la perte de la *Heimat* et le déclin culturel [...] pour un musée qui soit un lieu de rencontres et d'impulsions [susceptible] de montrer [...] des voies à celui qui souffre du mal du pays pour se libérer des entraves de cette vision tournée vers le passé »⁽⁶⁵⁾.

La création de *ostdeutsche Landesmuseen* nommés également *Landesmuseen* § 96 ne marque en rien une spécificité liée à la redécouverte du passé oriental de l'Allemagne, mais s'inscrit au contraire dans un vaste mouvement culturel de redécouverte de l'histoire qui s'est emparé de l'Europe et plus particulièrement de l'Allemagne à la fin des années 1970 et qui a été marqué par la création d'autres institutions muséales à caractère historique à l'image du *Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland* ou du *Deutsches Historisches Museum*⁽⁶⁶⁾.

Ces musées ne constituent pas non plus une catégorie spécifique de musées. Du point de vue de leurs missions, des objets exposés et des thématiques couvertes ils ne se distinguent guère des *Landesmuseen* fondés pour la plupart dans la seconde moitié du XIX^e siècle, qui parsèment les *Länder* allemands d'est en ouest. D'ailleurs, ces derniers sont expressément mentionnés comme modèles par la *Grundsatzkonzeption* de 1982⁽⁶⁷⁾. La seule différence de taille consiste en la volonté de transmettre également une impression des paysages, monuments historiques et styles de construction, autrement dit d'un patrimoine qui n'est plus directement accessible. L'approche est très large, presque encyclopédique (pour reprendre les termes de Markus Bauer, le directeur du *Schlesisches Museum zu Görlitz*) et quasi irréalisable dans son entier⁽⁶⁸⁾.

La création de ces institutions sous Kohl marque une première inflexion de « la politique culturelle relative à l'Est allemand » (*ostdeutsche Kulturpolitik*) qui se matérialise non pas tellement par une intervention plus forte de la Fédération dans les affaires des expulsés, mais par un soutien financier et institutionnel accru envers certaines

65 B. WILD, « Ein Museum für jeden » (note 32), p. 126.

66 Sur ces deux musées, voir Michael WERNER, « Deux nouvelles mises en scène de la nation allemande. Les expériences du Deutsches Historisches Museum (Berlin) et du Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland (Bonn) », in : François HARTOG, Jacques REVEL (dir.), *Les usages politiques du passé*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001, p. 77-97 et Étienne FRANÇOIS, « Naissance d'une nation. Le musée historique allemand de Berlin », *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, n° 34, avril-juin 1992, p. 69-84 ; ou Dominique POULOT, *Patrimoine et musées, L'institution de la culture*, Paris, Hachette, 2001, p. 192-193.

67 Deutscher Bundestag, *Grundsatzkonzeption zur Weiterführung der Ostdeutschen Kulturarbeit* (note 53).

68 « Das Schlesische Museum zu Görlitz, Entstehung, Entwicklung und Konzeption. Das Projekt eines 'Schlesischen Landesmuseums' und seine Realisierung im Jahre 2006 », Markus BAUER, « Vortrag, Jahrestagung des Kulturwerks Schlesien », juin 2010, non publié, p. 3.

institutions en un temps d'accroissement général des fonds accordés au titre du § 96 BVFG⁶⁹. La charge de gérer les « *ostdeutsche Landesmuseen* » reste d'ailleurs confiée aux associations d'expulsés, ce qui a pour effet de favoriser les continuités dans les modes de patrimonialisation.

La rupture de 2000 : marginalisation du thème de l'expulsion sur fond d'approche historique scientifique plus rigoureuse et de multiplication des perspectives de narration historique

Si la réforme de 1982 a institutionnalisé la muséalisation du passé « allemand » à l'Est, celle de 2000 a constitué une véritable rupture proposant une nouvelle lecture de ce qui était susceptible de « faire patrimoine » et partant un nouvel usage des musées davantage axé sur la réconciliation. Il en est résulté de vives tensions entre le gouvernement et les associations d'expulsés. En effet, l'arrivée au pouvoir de la coalition rouge/verte a marqué l'avènement d'une volonté affichée d'ôter l'action culturelle suivant le § 96 des mains des associations d'expulsés pour la professionnaliser, la scientficiser et d'en faire l'affaire de l'ensemble de la nation. Comme l'explique son concepteur, Michael Naumann, ministre d'État à la Culture et aux Médias, lors d'une audition de la Commission pour la culture et les médias du *Bundestag* consacrée à la discussion de ce projet :

« Cette conception de transformation est portée en première ligne par la conviction que les diverses institutions qui sont l'objet des débats ici et que nous resp. les contribuables financiers, doivent premièrement non pas être étatisés, mais détachés des groupes d'intérêts politiques classiques et rapprochés le plus possible des institutions universitaires ou des fondations qui effectuent leur travail loin de l'influence politique partisane. Le sens du travail n'est aucunement remis en question. Le sens du travail consiste dans tous les domaines à rendre apparent et conserver l'enracinement dans la culture européenne communautaire, dans l'histoire communautaire, ce qui signifie aussi dans l'histoire culturelle allemande en Europe orientale [...] Il ne s'agit donc pas d'escamoter l'histoire des souffrances de l'expulsion connue de tous [...] Je veux dire cela simplement parce qu'ici à plusieurs endroits je peux lire des objections contre notre concept : qu'il s'agit de coupes sans égards, de tentatives de liquidation – ou si je peux me permettre une citation, Mme la députée Steinbach – d'une tentative d'avilissement des victimes de l'expulsion. Il ne peut vraiment être question de cela. En vérité il s'agit premièrement de rendre le travail qui est effectué dans ce champ plus scientifique, deuxièmement plus transparent, et troisièmement de l'ancrer également plus fortement que jusqu'à présent dans les pays voisins européens... »⁽⁷⁰⁾.

Le changement s'est traduit d'une part par une réduction drastique des financements (des baisses qui ont fortement affecté les associations d'expulsés) et une concentration des fonds sur les quelques nouvelles grandes institutions, mais d'autre part également par une immixtion dans la conception des musées *via* la professionnalisation de leurs personnels dirigeants désormais recrutés parmi les muséologues et ethnologues professionnels et pour finir, par une vision renouvelée du passé « allemand » de ces

69 Dans le débat au sein de la Commission pour la culture et les médias, le ministre d'État Michael Naumann mentionne un passage d'environ 6 millions de DM en 1983 à plus de 46 millions en 1998. Deutscher Bundestag, *Wortprotokoll der 19. Sitzung des Ausschusses für Kultur und Medien*, Protokoll 14/19, 27. Oktober 1999 BT 0548 1 00.

70 Intervention du ministre d'État, Michael Naumann, *ibid.*, p. 10-11.

territoires, fondée moins sur une mémoire ethnocentrée et sélective de victimes que sur des recherches historiques académiques comme l'annonce le ministre. L'expulsion ne constitue désormais plus le point focal des narrations historiques et une approche critique du passé dans laquelle la propre vision de l'histoire est questionnée, relativisée et mise en relation avec celle des voisins est adoptée.

L'abandon de l'ethnocentrisme hérité de la *Volkskunde* d'avant-guerre dans les nouveaux musées a pour corollaire une évolution de la définition du patrimoine et de sa fonction. Ainsi, dix années après la fin de la guerre froide, l'interprétation du § 96 évolue. Il ne s'agit plus de mettre la focale étroitement sur les « Allemands » afin de retracer leurs hauts faits culturels de manière isolée des autres groupes ethniques, mais au contraire d'ouvrir le champ à l'ensemble des populations présentes dans les « territoires de l'expulsion » (*Vertreibungsgebiete*) mentionnés par le texte de loi. Ce changement de focale permet un jeu sur les échelles que l'on retrouve dans les présentations muséales et qui vient complexifier la notion de patrimoine. Le nationalisme méthodologique est en quelque sorte abandonné. Les Allemands et leur histoire sont replacés dans un ensemble à la fois plus vaste : l'Europe, mais aussi plus étroit : la région historique. L'identité des populations « allemandes » est pensée dans ses relations avec les peuples voisins et leur histoire contextualisée et inscrite dans des processus plus larges, en vertu du paradigme de l'histoire transnationale, voire de la *Beziehungsgeschichte*.

L'histoire européenne doit désormais servir de cadre. En 2004, évoquant la mission du § 96, le directeur du BKGE, l'institution chargée de conseiller le ministère dans la mise en œuvre de ce paragraphe, rappelle : « Les territoires dans lesquels des Allemands vivent ou ont vécu, qui historiquement sont à attribuer à plusieurs ethnies, nations et États, qui disposent d'une identité culturelle double voire multiple constituent le point de référence [...]. Ainsi ce ne sont pas uniquement les performances culturelles des Allemands, mais au-delà la culture de régions historiques à travers le temps qui est placée au centre de l'intérêt »⁽⁷¹⁾. C'est précisément cette conception de l'histoire que mettent en avant les nouveaux musées § 96⁽⁷²⁾. « L'héritage culturel allemand » d'Europe centrale et orientale devient ainsi non seulement un héritage « commun » à tous les Allemands – ce vers quoi tendaient jusque-là les efforts entrepris au titre du § 96 –, mais un « héritage culturel commun » européen⁽⁷³⁾. Cette notion de « patrimoine commun » – dont la paternité revient à l'historien de l'art et de l'architecture polonais Andrzej Tomaszewski – devient un topos du discours sur ces régions tout comme la « fonction de pont entre Est et Ouest »⁽⁷⁴⁾ qui est désormais régulièrement mise en

71 *Ibid.*

72 Voir les présentations de leurs expositions permanentes sur leurs sites Internet : <http://www.dzm-museum.de/deutsch/dzm.html> ; <https://www.pommersches-landesmuseum.de/ausstellung/landesgeschichte/landesgeschichte.html> ; <http://www.schlesisches-museum.de/index.php?id=1282>

73 M. PARAK, « Von der Kultur der Vertreibungsgebiete » (note 11), p. 434 ; Gesa BIERWERTH, « Kulturerbe », in : *Online lexikon zur Kultur und Geschichte der Deutschen im östlichen Europa*, 2014, ome-lexikon.uni-oldenburg.de/p32713 (page consultée le 16.06.2014).

74 Cette *Brückenfunktion* est souvent mentionnée en oubliant l'usage qui fut fait de cette image il y a quelques décennies, où la fonction du pont en question n'était guère de créer un lien entre Allemands et Polonais mais était de servir de ponton de débarquement militaire à l'Est et que rappelle opportunément T. Weger dans son article « Zum Schlesienbild Deutschlands » (note 26), p. 37.

avant⁽⁷⁵⁾. Le but de cette nouvelle approche est de souligner à la fois l'intérêt partagé pour ce patrimoine et les responsabilités communes pour celui-ci, incluant sa mise en valeur, sa restauration, son entretien, sa reconstruction, et partant de contribuer au rapprochement de populations que séparait une mémoire douloureuse et antagoniste.

Cette nouvelle approche va provoquer la réaction des associations d'expulsés, voire de certains individus auxquels ce changement de perspective ne convient guère. Les débats pléniers du *Bundestag* ainsi que les débats répétés au sein de la Commission pour la culture et les médias autour de la nouvelle *Konzeption* de 2000 en témoignent. Le député Hartmut Koschyk, porte-parole du groupe des expulsés, rapatriés et minorités allemandes de la fraction CDU, reproche ainsi au gouvernement de Schröder :

« Les coupes drastiques entreprises par le gouvernement rouge/vert dans l'entretien de la culture et de l'héritage historique des expulsés allemands, de 46 millions de DM en 1998 à 33 millions de DM l'année suivante, ont provoqué des dégâts importants dans les institutions culturelles des expulsés allemands. À cela s'ajoute le fait que le gouvernement fédéral exclut de manière croissante les expulsés et leurs institutions culturelles des financements de la culture. [...] Le soutien à l'action culturelle des expulsés est [...] un impératif en regard de la conscience publique faiblissante des performances culturelles des Allemands en Europe de l'Est et du Sud-Est. [...] Au contraire le gouvernement sape les dispositions de ce paragraphe "culturel" en aspirant à promouvoir l'héritage culturel et historique des expulsés allemands sans les personnes concernées. Ceci équivaut à une expulsion "spirituelle et culturelle" des expulsés allemands »⁽⁷⁶⁾.

Le nouveau type de récit historique concernant le passé allemand à l'Est de l'Europe a des implications directes sur la définition du patrimoine au principe des collections à partir desquelles sont constitués les musées. Il entraîne une rupture entre les *Landes-museen* § 96 et les *Heimatomuseen*. La marginalisation de l'épisode de « la fuite et de l'expulsion » dans les expositions des nouveaux musées en est une bonne illustration. D'après conflits avec les représentants des expulsés se sont cristallisés autour de cette nouvelle place et de la représentation adéquate de cet épisode. Les efforts de contextualisation importants consentis allaient en effet à l'encontre de la volonté de monumentaliser ou mémorialiser cet épisode d'usage jusque-là dans les *Heimatomuseen*⁽⁷⁷⁾. Au sein des nouveaux musées le sujet se retrouve davantage sous la forme d'indications relatives à la perte, la rupture, la destruction de certains objets, bâtiments, paysage. En revanche les objets canoniques représentant l'expulsion (charrettes, vélos, bagages, trousseaux de clés, vaisselle en aluminium, etc.)⁽⁷⁸⁾ sont bannis des expositions ou font

75 Christina Weiss, *Bundesbeauftragte für Kultur und Medien* du second gouvernement Schröder, organise ainsi en 2004 un symposium à Berlin, intitulé « Gemeinsames Kulturerbe als Chance. Die Deutschen und ihre Nachbarn im östlichen Europa », auquel sont conviées les institutions financées au titre du § 96.

76 Hartmut Koschyk, *Vertriebenensprecher der CDU/CSU Bundestagsfraktion*, cité dans *Schlesische Nachrichten*, 24 (2001), p. 4, voir également les débats en session plénière du *Bundestag* et ceux de la Commission pour la culture et les médias, notamment, *Öffentliche Anhörung zum Thema « Kulturförderung nach § 96 Bundesvertriebengesetz »* (note 11).

77 Et que l'on retrouve dans la conception du nouveau musée de la *Stiftung Flucht, Vertreibung, Versöhnung*, qui prévoit la construction d'un espace de recueillement au sein du musée.

78 Elisabeth FENDL (dir.), *Zur Ästhetik des Verlusts. Bilder von Heimat, Flucht und Vertreibung*, Münster, Waxmann, 2011.

l'objet d'une présentation sobre et distanciée (comme à Görlitz où ils sont présentés dans des vitrines dont les verres sont à moitié dépolis)⁽⁷⁹⁾.

Du patrimoine « allemand » au « patrimoine commun » (« *Gemeinsames Kulturerbe* »)

La conception du patrimoine, détaché du territoire dont il est issu, rattaché à la seule « nation » allemande dont il est censé être le produit, dans la continuité de Sauer et Nadler mentionnée plus haut⁽⁸⁰⁾, ne posait pas de gros problèmes tant que le rideau de fer séparait l'Allemagne de l'Ouest et les pays où se situaient désormais les territoires dont les Allemands avaient été expulsés, qu'ils avaient fuis ou quittés. La politique de l'histoire des régimes communistes, qui tendaient à nier ce passé « allemand », simplifiait les choses. Comme nous l'avons vu, l'effort de patrimonialisation consistait alors à rassembler un maximum de biens, objets, témoignages du passé « allemand » englouti à l'image de Pompéi ou de l'Atlantide⁽⁸¹⁾ que personne ne venait réclamer.

En revanche au-delà de la guerre froide, lorsque la volonté de réconciliation est devenue un élément central des relations de l'Allemagne avec ses voisins orientaux et que les relations bilatérales ont gagné en importance, mais surtout avec la fin des régimes communistes, la libéralisation de l'histoire (*Geschichtspolitik*) et la redécouverte du passé allemand dans certaines régions d'Europe centrale et orientale, la question de l'acquisition des objets à exposer, conserver, patrimonialiser et donc à transmettre s'est complexifiée. Désormais il devient indispensable de réinterroger la « fonction patrimoniale » des musées. Qui a besoin de la transmission et des offres d'identification de ce patrimoine ? À qui appartiennent des objets potentiellement réclamés des deux côtés de la frontière ? À la nation qui les a produites ou bien à ceux qui vivent dans les lieux où ils ont été produits ? Peut-on partager un patrimoine ? Ce qui en retour interroge la finalité du musée et son rapport aux objets qu'il expose.

Après 1989, l'ouverture des frontières et la reprise des échanges entre Est et Ouest rendent de nombreux objets et monuments restés sur place beaucoup plus facilement accessibles. En même temps, du fait de la fin de l'antagonisme entre les blocs, et sur fond d'émergence au niveau international d'une nouvelle éthique de la propriété culturelle nourrie par la volonté de restituer les biens volés aux Juifs durant la Seconde Guerre

79 Markus BAUER, « Flucht und Vertreibung in den Regionalmuseen zu den früheren deutschen Reichs- und Siedlungsgebieten », in : *Flucht, Vertreibung, « ethnische Säuberung », Flight, expulsion and ethnic cleansing. Eine Herausforderung für Museen und Ausstellungsarbeit weltweit*. Neuntes Internationales Symposium der International association of Museum History, Deutsches Historisches Museum (éd.), Berlin, 2001, p. 43-49.

80 Ce qui, par exemple dans le cas de monuments architecturaux, ne fait guère de sens comme le démontre l'historienne de l'art Michaela Marek qui affirme que la notion de « biens culturels allemands à l'Est » est inconnue aux grandes institutions dédiées à l'entretien/ sauvegarde du patrimoine. Voir Michaela MAREK, « Können alte Mauern 'deutsch' sein? Zum Problem 'deutscher' Baudenkmäler in Polen zwischen Nostalgie, Politik und Denkmalpflege », in : Hans-Jürgen KARP (dir.), *Deutsche Geschichte und Kultur im heutigen Polen. Fragen der Gegenstandsbestimmung, und Methodologie*, Marburg, Verlag Herder Institut, p. 114.

81 J'emprunte cette image à Karl SCHLÖGEL, *Die Mitte liegt ostwärts*, Vienne/Munich, Carl Hanser Verlag, 2002, p. 239.

mondiale et les revendications de peuples ou de minorités de la possession et du contrôle de certains objets détenus par d'autres (patrimoines disputés)⁽⁸²⁾, leur transfert devient un enjeu. La faiblesse des États postcommunistes au début des années 1990 provoque une inquiétude chez les Allemands, qui craignent de voir « leur » héritage culturel être la proie de la criminalité organisée qui se développe sur le terreau du postcommunisme ou se dégrader faute d'être conservé de manière adéquate (la question des Églises fortifiées de Transylvanie et des biens d'Église tels que les autels, fonts baptismaux, tableaux, tapis, sculptures, orgues, archives en sont un bon exemple⁽⁸³⁾). Mais le manque de contrôle ambiant et surtout de moyens pour exercer celui-ci font également naître des appétits pour « sauver » quelques biens de l'indifférence générale et les transférer plus ou moins légalement en République fédérale. L'attitude des Saxons de Transylvanie est symptomatique à cet égard. Si par exemple d'un côté dès l'été 1990, les responsables du *Siebenbürgisches Museum* de Gundelsheim s'efforcent de *renouer les liens avec les grands musées de Transylvanie* (le *Bruckenthal Museum* de Sibiu/Hermannstadt en particulier) et proposent à celui-ci un soutien matériel et technique⁽⁸⁴⁾, parallèlement des « voyages de sécurisation » (*Sicherungsfahrten*) sont entrepris par les *Heimatortgemeinschaften* des Saxons dans les années 1991-1992. Celles-ci ont plusieurs objectifs : tout d'abord de faire l'inventaire des biens susceptibles de « faire patrimoine », ensuite de sécuriser ces derniers en rassemblant par exemple les objets d'art populaire⁽⁸⁵⁾ restés en déshérence du fait du départ de paroisses entières vers l'Allemagne dans des lieux placés sous surveillance, et enfin de rapatrier en Allemagne des biens tels que les costumes traditionnels, ornements des costumes, broderies, textiles de toute sorte, les produits et articles des pelletiers et tanneurs, ustensiles domestiques, instruments pour travailler la laine, le lin et le chanvre, les céramiques, des meubles paysans peints, etc., et les remettre au musée de Gundelsheim (dont les réserves débordaient déjà). Le butin est listé dans le journal du musée⁽⁸⁶⁾. Des objets de taille, pour lesquels une autorisation spéciale a été demandée au ministère de la Culture roumain sont rapportés en vue d'être remis à un musée en plein air de RFA⁽⁸⁷⁾.

Cependant, au sein des nouveaux musées la question de l'attribution nationale des biens culturels prétendument silésiens, sudètes, souabes du Danube, saxons de Transylvanie, etc. qui sont exposés et la question de ce qui les distingue de biens culturels polonais, tchèques, hongrois, roumains etc. peut de moins en moins être passée sous

82 Cf. D. POULOT, *Patrimoine et musées* (note 66), p. 191-194.

83 Monika VLAD, « Schutz von Kulturgütern durch Rumänien », in : Gilbert GORNIG, Hans-Detlef HORN, Dietrich MURSWIEK (dir.), *Kulturgüterschutz – internationale Aspekte*, Berlin, Duncker und Humblot, 2007, p. 219-222 (un ouvrage publié sur commande de la *Kulturstiftung der deutschen Vertriebenen*, ce qui peut introduire certains biais!).

84 *Siebenbürgisches Museum Gundelsheim, Nachrichten des Freundeskreises*, 11/2 (1990), p. 3.

85 Liés à l'agriculture, à l'artisanat paysan ou les archives, l'art et les biens culturels liés à l'Église.

86 Le *Siebenbürgisches Museum Gundelsheim, Nachrichten des Freundeskreises*, 12/1 (1991), p. 3, n° 2, p. 1-5 et en particulier le n° 3, p. 2-13 de la même année, contiennent des récits détaillés des *Sicherungsfahrten* des années 1990 et 1991. On y trouve la liste des villages visités, celle des objets nouvellement acquis par le musée de Gundelsheim grâce à ces voyages, et celle des participants. Ces voyages étant justifiés, sans qu'une pensée ne soit gaspillée à la légitimité de ces voyages, 12/3 (1991), p. 8.

87 Le *Hessenpark* à Bad Homburg, où l'économie paysanne saxonne de transylvanie doit être représentée aux côtés de celle d'autres aires de peuplement allemands à l'Est.

silence. Elle est généralement résolue par l'adoption d'une approche multi-perspective dans l'exposition. Ainsi Marita Krauss, en charge de la conception de l'exposition du *Sudentendeutsches Museum* de Munich, affirme que « les objets peuvent être contextualisés et interprétés de manière aussi variés que les soi-disant faits historiques. On peut, par le biais de l'interprétation multi-perspective de documents, récits et d'objets exemplaires, discuter et thématiser les questions de la cohabitation, de la coopération et des luttes »⁽⁸⁸⁾. C'est donc désormais davantage l'acquisition de ces objets à valeur patrimoniale qui pose problème que leur usage par les musées.

Les collections des nouveaux musées § 96 : un enjeu de bon voisinage

L'acquisition de nouveaux objets se fit de plus en plus délicate au fur et à mesure que les États étaient mieux en mesure de surveiller leurs frontières et édictaient de nouvelles lois et règlements de protection de leur patrimoine, qu'un intérêt nouveau pour le patrimoine local émergeait et que les bénéfices notamment touristiques de sa mise en valeur étaient perçus. Pour les nouveaux musées fondés à la fin des années 1990⁽⁸⁹⁾ la constitution d'une collection *ex nihilo* s'est avérée un véritable défi. Il fallait très rapidement rassembler des objets susceptibles de « faire patrimoine » alors que les pièces authentiques étaient rares ou difficilement accessibles et les objets des nombreuses *Heimatsammlungen* d'une aide limitée⁽⁹⁰⁾.

Comme tous les autres musées, ces musées § 96 étaient soumis à des questions embarrassantes concernant la provenance de leurs collections. Ainsi un conseiller ministériel en charge du § 96 se croit obligé d'affirmer à propos d'objets mystérieusement réapparus sur le marché de l'art et acquis par la Fédération au titre du § 96 au début des années 1990 qu'il s'agit de biens culturels allemands vendus par le gouvernement communiste polonais dans les années 1950 contre des devises à des particuliers ou à des marchands d'art, que ces derniers mettraient en vente aujourd'hui faisant d'importants profits. Ces explications provoquent une vive réaction côté polonais. Leur véracité est fortement mise en doute par une historienne de l'art⁽⁹¹⁾. Ces derniers soupçonnent les objets en question d'avoir gagné l'Allemagne par des voies moins avouables, d'autant plus que le conseiller reste extrêmement vague sur les sources à l'origine de ses informations. Dans d'autres cas, des institutions culturelles de pays d'Europe centrale et orientale réclament la restitution de biens culturels emportés par les Allemands à la fin de la guerre, posant la question de savoir à qui ces biens reviennent légitimement. Andrzej Januszajtis, ancien maire Solidarność de Danzig/Gdansk très engagé dans la reconstruction de sa ville, appelle par exemple les Allemands à restituer des objets tels que la cloche « Osanna » de l'église Sainte-Marie :

88 Marita KRAUSS, « Das Sudetendeutsche Museum in München », in: *Flucht, Vertreibung, « ethnische Säuberung »* (note 79), p. 114.

89 Le *Donauschwäbisches Zentralmuseum* et le *Schlesisches Museum zu Görlitz* et dans une moindre mesure le *Pommersches Landesmuseum*.

90 Cf. Ch. GLASS, « Räume – Zeiten – Menschen » (note 62), p. 148.

91 Voir les propos de Jürgen Martens tenus au cours d'une discussion lors de la conférence « Deutsche Geschichte und Kultur im heutigen Polen. Fragen der Gegenstandsbestimmung und Methodologie », organisée par l'*Instytut Zachodni Poznań* et le *Herder Institut* du 28 au 30 novembre 1994 à Marburg, et restitués dans l'ouvrage du même titre dirigé par Hans-Jürgen Karp, Marburg, Herder Verlag, 1997, p. 100 sq.

« Quand reviendra-t-elle de son exil à Hildesheim dans sa *Heimat*? [...] La haine a détruit notre ville. L'amour l'a reconstruite. Nous nous sentons comme un orfèvre qui a réparé une superbe couronne à laquelle il ne manque plus que quelques pierres précieuses, qui se trouvent ailleurs, pour retrouver sa pleine beauté d'antan – pour les Polonais, pour les Allemands, pour toute l'Europe! [...] Au lieu de se disputer et de poser des obstacles juridiques, il serait beaucoup plus utile de coopérer pour l'avenir, pour la reconstruction de notre ville bien aimée, pour achever notre patrimoine commun et rapporter les trésors éparpillés en de nombreux endroits. Là, ils parleront de notre histoire commune et exprimeront l'éloge des anciennes générations de la manière la plus convaincante... »⁽⁹²⁾.

Si une coopération avec des musées régionaux dans les pays d'Europe centrale et orientale d'une qualité jusque-là inconnue devient enfin possible, l'intérêt pour les pièces les plus rares et précieuses offertes sur le marché de l'art est désormais également partagé, ce qui crée une situation de concurrence entre les musées allemands et centre-est européens quant à l'acquisition de ces objets. Or cette concurrence est très inégale étant donné la puissance financière de la République fédérale et de nature à entacher les relations de bon voisinage que la RFA cherchait à instaurer avec ses voisins orientaux⁽⁹³⁾. En outre, dans certains cas, comme dans celui de la Silésie, deux musées existaient déjà en RFA⁽⁹⁴⁾ qui possédaient une bonne part des collections de valeur liées à cette région. Ces musées, qui avaient perdu leur financement institutionnel fédéral au titre du § 96 à la suite de la *Konzeption 2000*, n'étaient pas particulièrement enthousiastes à l'idée de partager leurs collections⁽⁹⁵⁾. Ainsi malgré un budget d'acquisitions conséquent octroyé par la Fédération et malgré de nombreux dons, la constitution d'un fonds fut un enjeu de taille à Görlitz (comme à Ulm d'ailleurs⁽⁹⁶⁾). Le musée obtint en vertu de son statut de Musée § 96 les *Bundesleihgaben*⁽⁹⁷⁾ qui auparavant étaient les collections du *Haus Schlesien*⁽⁹⁸⁾. Certaines pièces en possession du

92 Andrzej JANUSZAJTIS, « Der Schutz der gemeinsamen europäischen Kulturgüter in Danzig », in : GORNIG/ HORN/MURSWIEK (dir.), *Kulturgüterschutz – internationale Aspekte* (note 83), p. 251.

93 À cet effet, il semblerait que des règles informelles aient voulu, du moins dans le cas du musée de Görlitz, que le musée se soit retenu d'acquérir les pièces au nez et à la barbe des Polonais.

94 L'un au sein du *Haus Schlesien* à Königswinter près de Bonn, l'autre le *Oberschlesisches Landesmuseum* consacré à la Haute-Silésie à Ratingen/Hössel.

95 L'histoire de la création du nouveau musée de Silésie fut passablement mouvementée. On peut la résumer brièvement comme suit : dans les années 1980, la création d'un tel musée avait été envisagée dans le *Land* de Basse-Saxe à Hildesheim, ville parrainant les Silésiens. Mais un changement de gouvernement au niveau du *Land* en 1990 (l'arrivée de Gerhard Schröder et d'une coalition rouge verte au niveau du *Land*) fit capoter le projet, le nouveau gouvernement régional refusant de financer le musée du fait de la mainmise des associations d'expulsés (prélude à ce que sera l'attitude ultérieure de Schröder une fois chancelier). La chute du mur et les efforts de plus juste répartition des institutions fédérales sur l'ensemble du territoire d'une part, et d'autre part, la présence au sein du *Land* de Saxe nouvellement créé d'un bout de Silésie, firent que ce fut à Görlitz, ville frontalière, que le musée fut finalement domicilié. Cf. *Die Zeit*, « Heimatstube über alles », 25 août 1989.

96 Ch. GLASS, « Räume – Zeiten – Menschen » (note 62), p. 148.

97 Les *Bundesleihgaben* sont des biens acquis avec l'argent de la Fédération qui sont confiés à un musée mais qui continuent d'appartenir à la Fédération.

98 En échange de quoi des rotations d'objets précieux tous les trois ans furent organisées entre les deux musées. Cf. *Facebookeintrag* du 2 juillet 2015 sur la page du *Schlesisches Museum zu Görlitz*, qui sous le titre de « Objekt auf Reisen » documente la remise provisoire du *Nautiliuspokal* par le musée Görlitz au *Haus Schlesien*.

Germanisches Nationalmuseum y furent également transférées. Mais l'acquisition de nouvelles pièces était autrement plus délicate. Ainsi ce musée, très marqué par un esprit de réconciliation et de coopération⁽⁹⁹⁾, décida de n'acquérir aucune pièce en Pologne du fait des réglementations très strictes qui interdisaient jusque dans les années 2010 de sortir tout bien datant d'avant 1945 du pays sans autorisation⁽¹⁰⁰⁾.

Conclusion

Partant de l'affirmation de N. Heinich, selon laquelle « ce n'est pas l'objet qui fait le patrimoine, c'est la fonction patrimoniale qui fait d'un objet quelconque un bien patrimonial »⁽¹⁰¹⁾, cet article a tenté de réinterroger tant les modes de construction que les usages et la fonction du « *ostdeutsches Kulturerbe* ». Les diverses mutations observées à la fois dans les objets patrimonialisés et dans leur mode de patrimonialisation par les différents types de musées ont abouti à l'émergence d'un nouveau type de rapport aux biens culturels allemands issus des territoires de l'expulsion.

Avec la notion de « patrimoine commun » (*Gemeinsames Kulturerbe*) émerge une représentation du patrimoine qui – à l'image du constat plus général que tire Dominique Poulot à propos des évolutions de celles-ci – « ne s'ancre plus entièrement dans le territoire de la patrie et refuse ce qui lui apparaît comme un fétichisme des objets [...] et rejette l'histoire au sens traditionnel du terme, tenue pour morte, au profit d'un appel à la mémoire vive, polyphonique, de cultures détachées d'un territoire pensé en termes exclusifs de souveraineté politique ». Les expositions muséales censées mettre en scène le patrimoine se distancient de la célébration d'une soi-disant histoire nationale pour tenter de se constituer en instance de réflexion sur cette histoire, laissant la place à un débat ouvert et contradictoire (avec les voisins) sur les identités, les faits historiques et leur interprétation. Elles s'enrichissent ainsi d'une dimension réflexive sur la constitution d'une mémoire historique et par là même sur les constructions identitaires⁽¹⁰²⁾. Comme l'affirme le directeur du *Schlesisches Museum zu Görlitz*, les musées deviennent ainsi des instances qui s'emploient à former, mais aussi à déconstruire les « lieux de mémoire »⁽¹⁰³⁾.

99 Pour ne pas se placer en situation de concurrence avec les musées semblables de l'autre côté de l'Oder, ce musée – qui se conçoit explicitement comme un lieu au sein duquel « les Allemands et les Polonais peuvent aujourd'hui dans un dialogue ouvert accepter et conserver les témoignages matériels de la culture silésienne en tant que patrimoine culturel commun » – avait refusé de se nommer *Schlesisches Landesmuseum*. Cf. Grußwort von Prof. Dr. Hermann Schäfer, Abteilungsleiter beim Beauftragten der Bundesregierung für Kultur und Medien, Schlesisches Museum zu Görlitz, Eröffnung am 13 Mai 2006, *Grußworte, Festrede, Predigt, Verein der Freunde und Förderer des Schlesischen Museums zu Görlitz*, Landesmuseum Schlesien e.V., Görlitz, 2006, p. 13.

100 Notes d'entretien avec le directeur adjoint du musée, novembre 2012.

101 N. HEINICH, *La fabrique du patrimoine* (note 4), p. 257-258.

102 Au *Donauschwäbisches Zentralmuseum* à Ulm le nouveau travail consiste à documenter les conversations avec les témoins qui ont lieu lors des donations. Ces histoires sont à présent archivées comme documentation de la collection et font désormais également patrimoine. Cf. Henrike HAMPE, « Geschichten von Strumpfmustern und Linealen. Die Museumssammlung als kulturelles Gedächtnis der Donauschwaben », in : Christian GLASS, *Museum in Europa, DZM, Zum zehnjährigen Bestehen des Donauschwäbischen Zentralmuseums Ulm*, Ulm, Stiftung Donauschwäbisches Zentralmuseum, 2010, p. 38-44.

103 Markus BAUER, « Zweierlei Erinnerung. Arbeitsbericht von einem polnisch-deutschen Ausstellungsprojekt über schlesische Erinnerungsorte », in : A. MAŃKO-MATYSIAK et al. (dir.), *Das deutsche Kulturerbe in Schlesien* (note 26), p. 76.

Ce faisant, bien que très peu thématiques en dehors des cercles des spécialistes (muséologues, ethnologues, historiens, fonctionnaires et autres) du § 96 et de l'histoire de la présence « allemande » à l'Est, les enjeux de patrimonialisation du passé de territoires détachés du territoire national (et qui ne sont quasiment plus peuplés d'Allemands) ne sont guère des questions marginales particulières aux expulsés. Elles rejoignent au contraire des interrogations plus générales sur les liens entre patrimoine et identité, sur le rôle et les missions des musées (et en particulier celui des musées historiques) et sur l'évolution des acteurs de la politique de l'histoire.

Résumé

Cet article s'intéresse au patrimoine de collection et plus précisément aux musées au sens large, aux objets qu'ils exposent et aux récits qu'ils proposent en tant que témoignages de l'effort de patrimonialisation par la RFA du passé « allemand » en Europe centrale et orientale. Partant de l'affirmation de la sociologue N. Heinich selon laquelle ce n'est pas l'objet qui fait le patrimoine, c'est la fonction patrimoniale qui fait d'un objet quelconque un bien patrimonial, cet article tente de réinterroger tant les modes de construction que les usages et la fonction du « ostdeutsches Kulturerbe ». Il s'agit de montrer de quelle manière les diverses mutations observées à la fois dans les objets patrimonialisés et dans leur mode de patrimonialisation par les différents types de musées ont abouti à l'émergence d'un nouveau type de rapport aux biens culturels allemands issus des territoires de l'expulsion. Et notamment d'interroger les représentations et pratiques liées à la notion nouvellement apparue de « patrimoine commun » (gemeinsames Kulturerbe).

Zusammenfassung

Dieser Beitrag ist den Sammlungen und genauer gesagt den Museen im weitesten Sinne des Wortes, das heisst auch den Objekten, die sie ausstellen, und ihren Geschichtsnarrativen gewidmet. Diese werden als Zeugnisse der Bemühungen der Bundesrepublik, die vergangene deutsche Präsenz in Mittel und Osteuropa zu patrimonialisieren (oder anders gesagt in das nationale Kulturerbe zu überführen), analysiert. Ausgehend von der Aussage der Soziologin N. Heinich, wonach nicht der Gegenstand das Erbe ausmacht sondern die Kulturerbefunktion aus einem beliebigen Gegenstand Kulturerbe macht, versucht dieser Artikel das Konstrukt, den Gebrauch wie auch die Funktion des « ostdeutschen Kulturerbes » zu untersuchen. Es geht darum zu zeigen, in welcher Weise Veränderungen sowohl im Bereich der Objekte, die als Kulturerbe anerkannt werden, wie auch in dem Modus, in dem sie durch die unterschiedlichen Museen zu Kulturerbe gemacht werden, zur Entstehung eines neuen Typs der Beziehungen zu den deutschen Kulturgütern aus den Vertreibungsgebieten geführt haben. Es geht insbesondere darum die Vorstellungen, die mit dem neuen Begriff des « gemeinsamen Kulturerbes » in Zusammenhang gebracht werden und die Praxis um den Erhalt dieser Form von Kulturerbe, zu analysieren.